

Un enseignant sur quatre en grève le 22 mars

Jeudi 22 mars, un enseignant sur quatre sera en grève dans le 1^{er} degré pour s'opposer aux projets du gouvernement sur la Fonction publique. Parmi les retours de 59 départements, le taux de grévistes atteint 20% en Dordogne, en Haute-Garonne ou encore dans la Vienne, 35% en Lozère, dans les Alpes-de-Haute-Provence ou encore en Seine-Maritime, 40% en Seine-et-Marne et dans le Var, 45% dans le Gers 50% en Creuse et à Paris ou encore près de 55% en Seine-St-Denis ou dans les Pyrénées-Orientales.

Plus de 10% des écoles seront fermées dans les Alpes-de-Haute-Provence, à Paris ou encore en Seine-Maritime.

Après le retour du jour de carence, le gel du point d'indice et le report d'un an du PPCR, les annonces du gouvernement sont particulièrement inquiétantes : plan de départs volontaires, recours plus important aux contractuels, rémunération au mérite... le tout sur fond de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires sur le quinquennat.

Après des années de perte de pouvoir d'achat, les enseignants et enseignantes du 1^{er} degré attendent une véritable reconnaissance de leur métier notamment au regard des rémunérations versées dans les pays voisins. Ils sont également sensibles à l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage. Autant de préoccupations auxquelles les projets du gouvernement ne répondent pas.

Avec l'ensemble des salariés de la Fonction publique, rejoints par les cheminots, les enseignants et enseignantes du 1^{er} degré seront en grève pour s'opposer aux dégradations envisagées et promouvoir des services publics de qualité sur tout le territoire, assurés par des fonctionnaires mieux reconnus et mieux rémunérés.

Paris, le 21 mars 2018